

« La primaire, création récente entrée dans les mœurs, ne peut être qu'irréprochable »

Pour Thomas Clay, l'emballement médiatique sur le couac de communication lors du premier tour de la primaire à gauche montre à quel point ce vote modifie la vie politique française.

LE MONDE | 01.02.2017 à 11h37 • Mis à jour le 01.02.2017 à 13h09 | Par Thomas Clay (Président de la Haute Autorité des Primaires citoyennes, professeur de droit)



« La Haute Autorité des primaires citoyennes, composée de quinze juristes éminents, a travaillé sans relâche pour garantir la sincérité du scrutin ». (Photo : le président de la Haute Autorité des primaires citoyennes Thomas Clay annonce les résultats du second tour de la primaire à gauche, au siège du Parti socialiste, à Paris, dimanche 29 janvier). GEOFFROY VAN DER HASSELT / AFP

Par Thomas Clay (Président de la Haute Autorité des Primaires citoyennes, professeur de droit)

La primaire de la gauche n'a connu aucune difficulté réelle d'organisation, en dehors d'un couac de communication au premier tour. Celui-ci est bien sûr impardonnable, et a d'ailleurs été durement sanctionné. C'est normal. Il serait inapproprié de vouloir s'en dédouaner.

Mais pour le reste, que ce soit le vote de plus de 3,6 millions de personnes, sur les deux tours, la tenue de plus de 7 000 bureaux de vote, la collecte des millions d'euros versés, le décompte des voix rapidement effectué, la résistance aux cyberattaques, les intempéries surmontées (neige en Corse, tempête en Polynésie), le vote électronique des Français de l'étranger, l'absence totale de fraude, des résultats clairs et non contestés par les candidats battus qui reconnaissent immédiatement leur défaite, et une rencontre entre les deux finalistes, tout a remarquablement fonctionné.

Lire aussi : Primaire à gauche : en finir avec les couacs ([/election-presidentielle-2017/article/2017/01/28/primaire-a-gauche-en-finir-avec-les-couacs_5070525_4854003.html](http://election-presidentielle-2017/article/2017/01/28/primaire-a-gauche-en-finir-avec-les-couacs_5070525_4854003.html))

Cependant il y a eu ce couac, non pas sur les résultats mais sur leur communication puisqu'on a alterné résultats déclarés et résultats validés, dans une séquence, il est vrai, incompréhensible. C'est le signe qu'on ne pardonne rien à l'organisation d'une primaire. On peut trouver cela injuste, mais on peut aussi s'en féliciter : la primaire est tellement entrée dans les mœurs qu'elle doit être irréprochable.

Un progrès incontestable

Cependant il y a eu ce couac, non pas sur les résultats mais sur leur communication puisqu'on a alterné résultats déclarés et résultats validés, dans une séquence, il est vrai, incompréhensible. C'est le signe qu'on ne pardonne rien à l'organisation d'une primaire. On peut trouver cela injuste et le déplorer, mais on peut aussi, paradoxalement, s'en féliciter : la primaire est tellement entrée dans les mœurs qu'elle doit être irréprochable.

Elle était pourtant contestée dès sa mise en place : certains s'échinant depuis des semaines à la dénigrer, à minorer son importance ou à tabler sur son échec, relayés par une presse prophétisant l'indifférence, à longueur de colonnes, pour mieux la susciter, sans s'apercevoir que dénoncer sans cesse le désintérêt prétendu suppose déjà beaucoup d'intérêt.

A l'évidence, ces commentateurs sont en retard sur les Français, qui ont, eux, déjà pris la mesure de cette innovation démocratique et sont venus voter en masse. Pas autant qu'à la primaire de la droite, ni autant qu'en 2011, certes, mais ils sont venus car ils n'entendent pas se voir privés de leurs nouveaux droits par les retardataires de l'évolution politique qui jouent souvent des cartes personnelles.

Avant les primaires, le président du parti était automatiquement candidat, même s'il avait perdu toutes les élections antérieures, s'il avait échoué ou était grandement impopulaire. Il emmenait son camp à la défaite assurée car il était le chef, et peu importent ses propres électeurs. Ne disait-on pas que celui qui « tenait » l'appareil tenait la candidature ? La défaite de Martine Aubry, première secrétaire du PS en 2011, avait déjà alerté sur l'obsolescence de cet adage politique. Nicolas Sarkozy n'en a pas tiré les enseignements, croyant que se ressaisir de la présidence de son parti lui permettrait d'être désigné. Il a été éliminé dès le premier tour. Pour les deux grands partis de gouvernement, on nous avait promis la revanche Hollande-Sarkozy. Ce sera finalement Hamon-Fillon. Tel est l'effet dissolvant de la primaire : d'un aréopage de cadres plus ou moins légitimes, on est passé à une désignation par ses électeurs.

C'est un progrès incontestable. Mais les moyens institutionnels de cette innovation majeure ne sont pas encore là. Les listes électorales sont compliquées à obtenir, les lieux pour les bureaux de vote sont rares, certains électeurs, comme les détenus ou les Français en zone de guerre, ne peuvent pas voter, etc. Sait-on par exemple que nombre d'élus refusent de transmettre les listes électorales ou de mettre les mairies et les écoles à disposition sous les prétextes les plus divers ? On attend de la primaire qu'elle ait l'efficacité d'une élection républicaine classique alors qu'elle ne dispose pas des moyens de l'appareil d'Etat pour y parvenir.

C'est un dispositif qui repose entièrement sur le bénévolat de milliers de personnes qui acceptent de donner de leur temps et de leur énergie en faveur de cette innovation démocratique. La Haute Autorité des primaires citoyennes, composée de quinze juristes éminents, a travaillé sans relâche pour garantir la sincérité du scrutin. Ce sont des louanges qu'il faudrait adresser à ces forçats de la démocratie, et non les accabler d'insultes.

L'emballlement des inutiles

Pourtant, au moindre couac, les professionnels de l'inertie, ceux qui font métier de critiquer sans jamais agir, ceux qui se gargarisent des difficultés rencontrées par ceux qui tentent d'améliorer le système, ceux qui sont tranquillement installés derrière leur ordinateur pour déverser leur fiel et leurs sarcasmes, qui plastronnent sur les plateaux de télévision ou dégagent des tweets courageusement anonymes, insultent ceux qui bataillent avec les insuffisances du système. C'est l'emballlement des inutiles : ils ne vivent que de ça, du couac qu'ils pourront amplifier à leur profit avec le ricanement tranquille de celui à qui on ne l'a fait pas. Qu'ils viennent, ces professeurs de vertu, munis de leur rond de serviette dans des émissions de réaction, sinon réactionnaires, se coltiner au réel, et ils verront que ce n'est pas aussi simple.

Mais ils n'ont pas le temps car il faut nourrir l'ogre médiatique, quand bien même on n'a rien à dire. Au rebours de la très grande majorité des journalistes, ceux-là ne sont que dans la recherche du coup, du titre le plus accrocheur, de la calomnie la plus succulente, du buzz. Il faut alimenter les sites Web qui fonctionnent à flux tendu et qui recyclent les éditorialistes écartés des pages papier – lesquels doivent justifier leur existence et leur salaire à n'importe quel prix. Ils n'hésitent alors pas à convoquer instantanément les prédécesseurs aigris, écartés de ces instances éthiques pour des comportements antiéthiques, trop contents de pouvoir s'adonner à des vengeances médiatiques, dérisoires car posthumes.

Parfois, certains vont trop loin et se font les dénonciateurs d'une fraude ou d'une manipulation que seul leur esprit sagace a pu déceler. Bien que grave, l'erreur de communication ne suffit pas, elle cache forcément des turpitudes et on invente alors n'importe quoi. Ainsi une émission qui fut réputée et sérieuse comme « C'est dans l'air », sur France 5, est capable de consacrer plus d'une heure à stigmatiser une fraude qui n'existe pas, en faisant intervenir des invités, tous plus accusateurs les uns que les autres, parfois parés de titres universitaires, même s'ils sont par ailleurs

largement disqualifiés par leurs pairs dans leur propre champ de compétences et n'ont plus que les plateaux de télévision pour recueillir leurs analyses frelatées. De fraude, il n'y eut point, chacun le sait, mais on attend encore les démentis, à défaut les excuses.

Injonctions contradictoires

Les mêmes sont capables d'injonctions contradictoires consistant à exiger des résultats immédiats et définitivement vérifiés. Le temps de cette vérification devient suspect, alors que trois jours pour publier des résultats définitifs de plus d'un million et demi de votants ne semblent pas démesurés. D'autant que les estimations données le premier tour à 20 h 30 sont identiques, à la virgule près, aux résultats définitifs après vérification. Commence alors la quête acharnée de la scorie pour, tel un entomologiste obsessionnel, parvenir à l'extase quand il croit avoir repéré qu'il manquait une voix ici, qu'un bulletin blanc avait été comptabilisé en nul ou qu'un bureau n'avait pas été correctement identifié. Sans parler des prétendus journalistes qui se vantent d'avoir commis la fraude électorale consistant à voter deux fois et que la charité oblige à ne pas poursuivre en justice.

Mélangeant tout le monde, on nous a traités d'« amateurs ». Le qualificatif est exact. Au sein de la Haute Autorité nous le sommes tous, là uniquement pour l'amour de la chose publique, en soutien de la primaire et du vote des Français. Mais on aurait préféré que le qualificatif ne vienne pas du porte-parole du gouvernement, celui-là même qui était directeur de cabinet du premier secrétaire du PS au moment du congrès de Reims... Hommage du vice à la vertu ?

Dans l'histoire politique française, la primaire est une création récente, largement perfectible. La droite, qui avait le vent en poupe, a certes rendu une copie impeccable, et il faut s'en réjouir. De nombreuses raisons l'expliquent, et notamment le contexte politique favorable. Cela n'empêche pas qu'il faille consolider et généraliser le processus. Les pistes sont nombreuses, comme par exemple l'obligation pour les autorités publiques de fournir les moyens nécessaires (listes électorales, lieux de vote, etc.) ou d'adopter une charte éthique de toutes les primaires. Les Français aiment la politique, apprécient les débats, adhèrent aux primaires, la forte participation l'atteste. Quand on leur donne la parole, on ne la leur reprend plus. Un retour en arrière serait régressif et décevant. Alors allons plutôt de l'avant et félicitons-nous de ce progrès incontestable pour la démocratie.

Thomas Clay (Président de la Haute Autorité des Primaires citoyennes, professeur de droit)